

Élections 2012



Fotolia.com

Inventer un avenir commun

- **Largeur et profondeur en démocratie**, Jérôme Vignon p. 4
- **Entre devoir et pouvoir**, Jean-Pierre Sueur p. 6
- **Crise financière, enjeux pour la démocratie**, Christian Sauret p. 8
- **Pour être maire, il faut disponibilité, compétence et convictions**, Patrice Le Roux p. 10
- **Le syndicalisme, un accès privilégié à la solidarité dans le travail**, Olivier Henry p. 12
- **A propos du film *L'Exercice de l'Etat*, décryptage de la décision politique**, Laurent Falque p. 14
- **Evidemment Dieu n'a pas de candidat**, François Boëdec p. 16
- **Choix politique, terrain d'élection pour le discernement et la prière**, Jean-Yves Calvez p.18
- **Vie d'équipe**, Françoise Alexandre p.20



Responsables

mouvement chrétien des cadres et dirigeants

Éditeur : U.S.I.C. - 18 rue de Varenne - 75007 Paris - Tél : 01 42 22 18 56

<http://www.mcc.asso.fr> - contact@mcc.asso.fr

Directeur de la publication : Scholastique de Tarié

Responsable éditoriale : Marie-Hélène Massuelle

Réalisation et mise en page : Anne-Catherine Putz

Photos : Fotolia.com

Comité de rédaction : Véronique Ballestra, Anne-Isabelle Barthélémy, Michel Badré, Anne-Marie de Besombes, Pierre-Olivier Boiton, Bernard Bougon (aumônier national), Philippe Coste, Solange de Coussemaker, Christian Sauret, Dominique Semont, Alexandra Vermue

Dépôt légal : 1er trimestre 2012 - trimestriel

Pour toute reproduction partielle ou totale des articles parus dans ce numéro, merci de contacter la rédaction.

Réinventer l'action politique

Financière, sociale, écologique, démocratique et même de civilisation, les qualificatifs ne manquent pas pour décrire cette crise qui serait aussi systémique. Pour la première fois depuis longtemps, les nouvelles générations, à l'image des Indignés, ont le sentiment qu'elles vivront moins bien que leurs parents. Que les hommes politiques ne peuvent rien y changer, l'Europe encore moins.

Or nous ne pouvons « nous passer » de la politique : elle est le lieu où se construit et s'arbitre le vivre ensemble. Comment dès lors dessiner de nouvelles perspectives ? Comment donner à espérer lorsque bien des illusions sont tombées ? Ce numéro de Responsables s'attache à identifier les signes porteurs d'un avenir commun.

Au cœur de la démocratie se trouve la responsabilité de chaque citoyen, introduit Jérôme Vignon, président des Semaines sociales de France. Trois entretiens appuient ces propos. Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, nous interpelle sur la nécessaire éducation des jeunes à la prise de responsabilité. A tous les échelons de la vie politique y compris au niveau local, comme le souligne Patrice le Roux, maire d'une commune d'une centaine d'habitants, l'engagement politique reste avant tout synonyme de « se mettre au service ». Avec Olivier Henry qui a mené conjointement une carrière de syndicaliste et d'ingénieur des mines, nous réfléchissons à un mode d'exercice du syndicalisme porteur d'avenir : qui fluidifie les rapports sociaux dans l'entreprise et participe au fonctionnement de la démocratie sociale. Enfin et à titre d'exemple, un focus sur le noir constat du film *L'Exercice de l'Etat* : Laurent Falque, docteur en sciences de gestion, décortique pour nous les ressorts de la décision politique.

Dans *La politique et Dieu* dont un extrait éclairant est proposé, Jean-Yves Calvez, jésuite, explore les voies du discernement en politique, comme une déclinaison de celui proposé par Ignace de Loyola. François Boëdec, directeur du département d'éthique politique du Centre Sèvres, jésuite, encourage de son côté chacun à faire vivre sa conscience, « centre le plus secret de l'homme ». Et pour éclairer notre choix en vue d'un meilleur bien pour tous, Françoise Alexandre, xavière, invite à une vie d'équipe circonstanciée.

Ce dossier, d'une brûlante actualité, est une invitation à restaurer la gouvernance politique face au pouvoir des marchés mais aussi face à notre désenchantement. Espérons, avec Christian Sauret qui nous livre les points saillants du dialogue entre Jean-Pierre Jouyet et Charles-Henri Filippi lors du Débat Varenne du 5 mars, que ces élections en France, mais aussi en Grèce au cours de l'année 2012, seront l'occasion de donner le dernier mot à la politique et de lui subordonner les perspectives économiques et financières...



Marie-Hélène Massuelle,
responsable éditoriale

Largeur et profondeur en démocratie



Il ne faut pas seulement réfléchir à la démocratie, il faut aussi lorsqu'elle nous sollicite, la vivre, la soutenir par un vote citoyen. C'était un premier message adressé aux participants à la 86^{ème} session des Semaines sociales de France en novembre dernier par deux femmes, l'une tunisienne, l'autre lettone, qui avaient de bonnes raisons de rappeler aux Français le trésor que représente le fait de bénéficier d'une très ancienne tradition démocratique, rempart contre la corruption, rempart contre la tyrannie au quotidien. Jérôme Vignon, président des Semaines sociales de France, nous invite à une réflexion sur la largeur et la profondeur en démocratie à travers une relecture de cette dernière session des Semaines sociales (voir aussi « La démocratie, une idée neuve », 24, 25, 26 novembre 2011, et le site www.ssf-fr.org).

L'échéance présidentielle nous met devant cette exigence de premier ordre : répondre par un choix aux projets qui nous sont proposés, aussi imparfaits que nous apparaisse la campagne, aussi simplificateurs que nous semblent les programmes. Rarement les défis en effet ne sont apparus aussi disproportionnés avec les possibilités, réelles ou annoncées d'y faire face. Comment, avec moins de ressources publiques, restaurer ce qui semble défaillant : recherche, compétitivité, éducation, formation professionnelle, logement social, mixité sociale, accompagnement des plus pauvres ? Comment, sans changement profond de nos modes de vie, réorienter ce qui ne va plus dans la bonne direction : urbanisme, transport, consommation d'énergie ? Comment le faire en réduisant l'inquiétante précarité du travail qui touche tant de jeunes et de moins jeunes peu qualifiés ?

Il nous faut cependant choisir, tout en regardant au-delà du choix présidentiel lui-même. Car, face à des ruptures d'aussi longue portée, tout ne se résume pas au Président et à sa majorité, mais beaucoup dépendra des transformations que les citoyens eux-mêmes, pour leur propre compte, devront assumer. Au regard de cette préférence pour le long terme que la démocratie a tant de mal à vivre, trois degrés de responsabilité citoyenne ont été mis en évidence au cours de cette 86^{ème} session.

La recherche de justice sociale

Le premier degré est directement en cause dans le choix entre les candidats à la présidentielle. Il touche aux conditions élémentaires pour qu'une action publique, visant le long terme, puisse être conduite. Deux de ces

conditions y furent particulièrement relevées : la recherche de la justice sociale, au travers d'une redistribution fiscale qui depuis deux décennies dérive dans le sens d'un allègement préférentiel des contributions de ceux qui disposent des ressources et des patrimoines plus élevés ; l'urgence d'un projet politique pour l'Europe, qui prenne directement sa place dans la vie publique nationale, autrement dit qui soit accessible, expliqué et assumé par les Français.

Pas de re-légitimation des institutions sans implication plus effective des citoyens

Le second degré de responsabilité ne relève pas directement du choix présidentiel, mais de la pratique des institutions. La session de novembre 2011 nous aura appris deux choses à leur sujet. La « désinstitutionnalisation » qui consiste à affaiblir l'autorité de l'Etat, des régulateurs et plus largement du législateur au bénéfice d'une adaptation systématique des règles communes aux besoins des individus, mine la recherche du bien commun et délite la société. Mais nous avons aussi appris qu'une re-légitimation des institutions devrait s'appuyer sur une implication plus effective des citoyens, en amont en quelque sorte, en prenant au sérieux le temps préalable d'une délibération collective. Vaste aggiornamento qui touche tous les corps intermédiaires, y compris ecclésiastiques et conduit aussi à approfondir le rôle du Parlement, comme source de légitimité face aux enjeux les plus graves. Cette dimension revient à élargir la démarche démocratique, sans renoncer au primat de la représentation politique.

« Élargir la démarche démocratique, sans renoncer au primat de la représentation politique. »

Redécouvrir le lien à autrui

Le troisième degré concerne davantage la profondeur de l'enracinement de la vie démocratique, les fondements du lien social qu'elle est chargée de nourrir ou de maintenir. C'était le thème de l'intervention remarquable de Jean-Luc Marion, philosophe et académicien. Pour lui, l'essoufflement de la vie démocratique vient de très loin : de cette parenté originelle entre citoyenneté politique et activité économique marchande. Le lien social qui découle de cet apparemment repose principalement sur la réciprocité. Ne fixant à l'individu aucune frontière et ne lui donnant aucun horizon, la réciprocité autorise aussi bien l'accumulation indéfinie des biens que celle des droits, à mesure du progrès des techniques. Le citoyen s'exonère de ce qui pourtant est la source de la découverte de son existence : le lien à autrui. Ainsi Jean-Luc Marion, à l'instar de Benoît XVI, mais sans références bibliques, invite-t-il à reconstruire la figure politique du citoyen responsable, à partir de la générosité et du don : des attitudes créatrices de liens, dans la mesure même où elles n'attendent pas de contrepartie.

« Reconstruire la figure politique du citoyen responsable, à partir de la générosité et du don. »

Une vérité qui ne passe pas

Dans les programmes des principaux candidats, il ne manque pas de propositions qui heurtent directement cette vision transcendante de générosité et de don : soit qu'elles flattent un ressentiment populaire à l'égard de populations supposées non méritantes ; soit qu'elles affirment le primat absolu des désirs de chacun sur les liens qui peuvent le rattacher à la collectivité ; soit qu'elles érigent la dignité humaine en objet confié à l'appréciation de chaque individu en particulier. L'avenir mettra donc très certainement à l'épreuve les chrétiens et ceux qui partagent leur conviction qu'il faut être à la recherche d'une vérité qui ne passe pas. Il leur faudra, selon les termes de l'épître à Diognète « se conformer aux usages locaux pour les vêtements, la nourriture et les manières de vivre, tout en manifestant les lois extraordinaires et vraiment paradoxales de leur république spirituelle ».

Jérôme Vignon



Entre devoir et pouvoir

Témoignage de Jean-Pierre Sueur

Sénateur du Loiret, Jean-Pierre Sueur est aussi président de la commission des lois du Sénat. Engagé en politique depuis son adhésion au PSU en 1967, il assure aujourd'hui de hautes responsabilités au Parti socialiste. Secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales dans le gouvernement d'Edith Cresson puis dans celui de Pierre Bérégovoy, il a exercé divers mandats électifs depuis 1981 : maire d'Orléans, député et enfin sénateur du Loiret.

Son investissement en politique, constante de sa vie, lui permet de nous proposer une réflexion argumentée sur l'engagement en politique.

Propos recueillis par Dominique Semont



« On peut avoir raison et perdre une élection. On peut aussi, heureusement, avoir raison et gagner ! »

Responsables

Comment et pourquoi « entre-t-on » en politique ? Est-ce service, engagement ou vocation ? Par ambition, opportunité ou hasard ?

Jean-Pierre Sueur : Ce n'est jamais un hasard. Pour moi, l'engagement en politique est le fruit d'une éducation par laquelle j'ai été invité à prendre des initiatives plutôt que de subir le cours des choses. Je le dois à mes parents, aux mouvements de jeunesse auxquels j'ai participé, aux enseignants aussi. La politique, c'est faire des choix et assumer les conséquences de ces choix. C'est s'engager,

pour reprendre un mot peut-être daté, mais qui a toujours beaucoup de sens.

En matière d'éducation, je pense qu'on doit se poser une question fondamentale : dans une journée ou une semaine de collège, de lycée ou d'université, combien de fois a-t-on incité les élèves et les étudiants à prendre des initiatives plutôt qu'à rester passif ? Il faut éduquer nos jeunes, au plus tôt, à l'esprit d'entreprise et à la prise de responsabilité. C'est un travail de tous les instants qui va au-delà des cours d'instruction civique par ailleurs très utiles.

Responsables

Voire thèse de doctorat de linguistique qui « conjugait » devoir et pouvoir a-t-elle été prémonitrice ? La responsabilité exercée à la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) a-t-elle initié un comportement particulier ?

J.P. S. : J'ai beaucoup appris au sein de l'équipe nationale de la JEC où je suis arrivé en 1967 avec Jean-Paul Ciret, Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret et beaucoup d'autres, après deux crises internes. J'ai découvert très concrètement dans ce mouvement et à ce moment-là, ce qu'étaient les luttes de pouvoir, les problèmes de statuts, de locaux et même de serrure... La politique, c'est de l'idéal, du rêve et de l'utopie, mais aussi des rapports de force, des questions d'égo et d'ambitions. Il s'agit de tout faire pour que les premières considérations – non dénuées d'un nécessaire réalisme – l'emportent sur les autres. Dans ce sens, il n'a pas été pour moi indifférent de travailler en linguistique sur les verbes « devoir » et « pouvoir »...

Pourquoi fait-on une carrière en politique ? Appel à faire plus, mieux ? Appel à prendre de plus en plus de responsabilités ? Appel du pouvoir ?

J.P. S. : Je n'aime pas le mot « carrière ». Disons plutôt : parcours. La politique n'est pas un métier. J'ai un autre métier. J'ai d'autres centres d'intérêt. On ne peut pas vivre que de la politique. Ou alors il y a un risque de névrose. Il faut toujours prendre de la distance, se remettre en cause, s'efforcer de voir les choses autrement. J'ai gagné des élections, j'en ai perdues. Ce qui permet justement, même si c'est douloureux, de prendre cette nécessaire distance. On n'est pas au-dessus de tout parce qu'on gagne une élection ni en-dessous de tout parce qu'on la perd. On peut avoir raison et perdre une élection. On peut aussi, heureusement, avoir raison et gagner ! Etant socialiste dans un département marqué à droite, le Loiret, je dois dire que rien ne m'a jamais été donné, ni aucune élection acquise... J'ai eu la chance – à vrai dire je ne l'avais pas cherchée ! – de ne cumuler deux mandats électifs, de député et de maire, qu'une seule année. Je parle donc d'expérience quand je dis qu'il faut mettre fin le plus vite possible au cumul des mandats. Nous devons avoir des parlementaires, des maires, à temps plein. Ce sont des tâches passionnantes. Mais qui nous prennent tout entier.

« Faire preuve à la fois de courage et de réalisme, conjuguer le goût de la réforme et le sens de la justice, ne jamais tricher avec la vérité. »

Responsables

Que donne-t-on de soi ? Que reçoit-on : honneurs, coups, compromis... ?

J.P. S. : On donne beaucoup. Il ne faut compter ni ses heures, ni sa peine. Etre disponible. Le contact avec nos concitoyens appelle la modestie. Lorsqu'une femme ou un homme vient vous voir pour vous parler de sa vie, de sa recherche d'un travail, d'un logement, de ses impôts, de l'insécurité dans son quartier, vous devez l'écouter, prendre en compte son problème, essayer de l'aider. Vous pouvez lui faire toutes les déclarations possibles sur vos magnifiques projets de réforme, cela tombera à plat : votre interlocuteur ou interlocutrice aura l'impression que vous ne l'entendez pas.



Etre parlementaire à temps plein n'empêche pas de faire des permanences toutes les semaines. On ne parle pas de la même manière à l'Assemblée ou au Sénat si on rencontre ses concitoyens..

Pour répondre plus précisément à votre question, il y a les honneurs et les coups, y compris les coups bas. Indissociablement. Il faut, dans tous les cas, garder la tête froide et se concentrer sur l'essentiel : les projets, les réformes, les idées, les valeurs. La vie personnelle n'est bien sûr pas la même quand on exerce des responsabilités. Cela vaut dans tous les domaines : politique, syndical, associatif, etc. Il faut, bien sûr, que ces choix soient portés en accord avec sa famille ou ses proches. Ne vivons toutefois pas cela dans la culpabilité !

Responsables

A la relecture de cet engagement, voyez vous une évolution dans la vision que le citoyen a du personnel politique ?

J.P. S. : La crise, les crises, cette folie financière, le chômage, les difficultés de la vie, tout cela, soyons lucides, peut détourner de la politique. Certains comportements des politiques ont aussi, à l'évidence, détourné un certain nombre de nos concitoyens de la politique. Et pourtant, la réponse est, et reste, profondément politique. Il s'agit toujours de maîtriser, autant qu'on le peut, le cours des choses, de ne pas être les jouets d'une finance qui s'est déconnectée de l'économie réelle, de retrouver les chemins de la création d'entreprise et de l'emploi, de construire une société plus juste, de moraliser la vie politique. La réponse à la crise du politique est politique. Simplement, ne jouons pas sur les mots. Pour moi, il faut, toujours et encore, réinventer le politique en s'inspirant en particulier des leçons de Pierre Mendès-France : faire preuve à la fois de courage et de réalisme, conjuguer le goût de la réforme et le sens de la justice, ne jamais tricher avec la vérité.

Crise financière, enjeux pour la démocratie

Les marchés financiers deviennent-ils un défi pour la démocratie ? La question, même si elle n'était pas posée exactement en ces termes, était au cœur de la conférence donnée le 5 mars dernier dans le cadre des Débats Varenne. Le débat, animé par Gaël Giraud, réunissait deux acteurs du système financier de tout premier plan, Jean-Pierre Jouyet président de l'Autorité des marchés financiers, et Charles-Henri Filippi président de la banque Citi pour la France. Le banquier face au régulateur, cela pouvait laisser supposer de réelles divergences d'analyse. Il n'en a rien été, tant les visions techniques et politiques des deux intervenants se sont complétées dans une description très claire de la situation et des exigences pour y faire face.



Depuis deux siècles, la société occidentale a fonctionné selon le postulat d'une conjonction étroite entre le marché et la démocratie, conformément à la théorie économique libérale classique. Ce postulat a volé en éclats durant les vingt années qui séparent la chute du mur de Berlin de la faillite de la banque Lehmann Brothers. L'explosion des marchés financiers, initiée dans les années 80 par la volonté de dérégulation inspirée du libéralisme monétaire, a entraîné une prolifération de la masse monétaire créée non plus seulement par le système bancaire mais bien davantage par les opérateurs privés sur les marchés de gré à gré, sans contrôle de la part des régulateurs publics. Techniquement le système a fonctionné tant que les banques et les opérateurs lui ont fait confiance. On a constaté que le premier effet de la crise dite des *subprimes* a été d'assécher les liquidités sur les marchés, entraînant l'asphyxie des systèmes bancaires et l'intervention des pouvoirs publics pour pallier le risque de récession brutale. Moyennant quoi, les dettes publiques, déjà excessives, se sont envolées. Deuxième effet, il a fallu renforcer les outils de régulation. Mais comme ceux-ci ne concernent que les banques, les marchés de gré à gré qui représentent environ 50% des transactions financières continuent à leur échapper, alors même que ce sont leurs propres instruments (agences de rating, marquage de marchés, ...) qui servent de support à cette régulation. Ainsi la financiarisa-

tion excessive de l'économie est allée de pair avec une opacité croissante de la sphère financière.

Sous la tutelle des marchés

Sans doute faut-il de plus en plus d'argent pour faire fonctionner l'économie, mais la contribution des marchés à celle-ci n'est pas en proportion de leur influence : plus les rendements des marchés augmentent, plus ceux de l'économie réelle tendent à diminuer. Sous la pression des marchés, des erreurs de perspective ont été commises dans la sphère économique au détriment de la société dans son ensemble. L'appât de rendements financiers élevés a produit un accroissement de la dette privée et publique, qui a entraîné une mise sous tutelle de l'économie et même du pouvoir politique par les marchés. En effet, il apparaît clairement que le temps court qui caractérise les marchés n'est pas compatible avec le temps long que nécessitent les investissements économiques de moyen terme, et encore moins avec le rythme lent des processus démocratiques. Il en est résulté notamment des inégalités croissantes entre la rétribution du travail et celle des capitaux, pouvant menacer à terme la régulation démocratique de nos sociétés. La rupture entre l'ordre démocratique et celui que les marchés financiers tendent à imposer devient manifeste.

« La financiarisation excessive de l'économie est allée de pair avec une opacité croissante de la sphère financière. »

Trois orientations pour l'avenir

A partir de cette analyse partagée, le régulateur, soutenu par le banquier, a proposé trois orientations structurantes pour l'avenir immédiat et pour le moyen terme.

1ère orientation, repenser la régulation des marchés. Des progrès sont à l'œuvre, mais ils portent souvent en eux-mêmes leurs propres contradictions, qui pénalisent les activités de crédit à l'économie notamment en Europe. Tant que la régulation portera seulement sur les banques, elle fera le jeu des marchés et des opérateurs qui lui échappent. La vraie question, de nature politique, est de savoir comment préserver, à côté de la finance purement spéculative, une finance utile à l'économie sociale de marché qui demeure le socle des traités de la construction européenne.

2ème orientation, retrouver les voies du développement économique. La régulation, si elle parvient à éviter les bulles spéculatives, ne suffira pas à recréer les conditions d'une croissance saine. Il

3ème orientation, dans la suite logique des deux premières, repenser un mode d'action politique au niveau européen. Il n'y a pas, au seul niveau national, de réponse possible aux enjeux identifiés. Il ne s'agit pas seulement de discipline budgétaire commune, mais d'un processus d'intégration, au moins dans la zone euro, vers un gouvernement économique, monétaire, budgétaire, seul capable d'assurer une croissance durable. Il ne s'agit pas d'une vue théorique des choses, mais d'une réalité en marche, par exemple via la construction du mécanisme européen de stabilité ou encore les actions récentes de la BCE apportant mille milliards de liquidités aux banques. Ces opérations sont longues et difficiles à mettre en œuvre car, comme l'a souligné Charles-Henri Filippi, nous savons ce qu'il faudrait faire mais nous ne savons pas le faire concrètement, notamment en raison du manque de volonté des dirigeants politiques qui, bien que pro-européens en grande majorité, hésitent devant leurs opinions de plus en plus sceptiques voire hostiles à l'Europe. Ce qu'il nous faut, c'est une volonté de coopération fondée sur un projet économique, politique et social.

Une issue avant tout politique

Pour les deux intervenants, la solution ne pourra être que politique. Non pas seulement dans le but de reprendre la main sur les marchés financiers pour la conduite de l'économie, mais dans celui de « se protéger contre la captation du pouvoir par les détenteurs de richesses », pour reprendre des propos tenus dans le Financial Times rapportés par Jean-Pierre Jouyet. Même si nous parvenons à résoudre techniquement la crise financière, des enjeux plus fondamentaux sont devant nous : celui de la responsabilité citoyenne qui invite chacun à adopter des comportements plus solidaires et plus responsables, celui pour les dirigeants politiques de poser des choix éclairés en vue d'une intégration européenne plus forte. C'est un défi qui renvoie à la question du fonctionnement démocratique de l'Europe elle-même.

Christian Sauret

« Nous savons ce qu'il faudrait faire mais nous ne savons pas le faire concrètement. »



convient donc de s'interroger sur la répartition souhaitable des actifs monétaires et financiers, non seulement entre les acteurs des marchés mais entre les Etats, pour financer le développement. Mais il faut simultanément considérer que cette responsabilité n'incombe pas qu'aux marchés, loin de là, car nous avons collectivement accumulé beaucoup trop de dettes, publiques et privées, qui nous imposent d'inventer les moyens d'une croissance moins fondée sur l'endettement et plus sobre en termes de ressources utilisées.

« Pour être maire, il faut disponibilité, compétence et convictions » Rencontre avec Patrice Le Roux

Agriculteur, Patrice Le Roux est aussi le maire, depuis près de 30 ans, d'une petite commune de l'Aisne comptant une centaine d'habitants, Noircourt. C'est en 1983 qu'il entre pour la première fois au conseil municipal. Il est élu maire dans la foulée, succédant à son père décédé. Il a accepté de partager avec nous son expérience de la vie politique locale.

Propos recueillis par Alexandra Vermue



Responsables

En 1983, vous succédez à votre père comme maire de Noircourt. Serait-ce une affaire familiale, une tradition ? Pour vous, qu'est-ce qu'exercer la fonction de maire ?

Patrice Le Roux : On ne peut pas vraiment dire que ce soit familial puisqu'il y a une élection ! Mais il est certain que quand on voit faire son père, on est sensibilisé. Il faut avoir un sens des responsabilités que certains mettent au service d'associations, d'autres en politique.

Etre maire, pour moi, c'est avoir la connaissance du terrain et le sens du service. On le devient par intérêt pour la commune et pour ses habitants. Je suis né et j'ai grandi à Noircourt. J'ai envie que la vie de village y soit agréable.

Ensuite, il y a eu la naissance de la communauté de communes des « Portes de la Thiérache » (1 canton, 29 communes, 7600 habitants). A la suite d'un transfert de compétences rendu nécessaire par le cadre réglementaire, nous avons perdu des moyens et le travail en commune est devenu moins intéressant. Ceci dit, nous pouvons participer activement à la communauté de communes, ce qui est intellectuellement très motivant. En tant que vice-président de cette structure, j'apprécie aussi mon poste de responsable de l'assainissement.

Enfin, la gestion administrative requiert des compétences en informatique et demande plus de temps qu'auparavant, au risque parfois de délaissier l'humain au profit de la paperasse.

Par exemple, le budget 2012 vient de nous être adressé par la préfecture via internet. Sur les quatre-vingts pages, toutes ne nous concernent pas mais la commune a le même traitement que les villes de taille plus importante. Elle doit tout imprimer et rendre sa copie complète sur papier.

« La gestion administrative requiert des compétences en informatique et demande plus de temps qu'auparavant, au risque parfois de délaissier l'humain au profit de la paperasse. »

Responsables

Au fil du temps, quelles évolutions avez-vous constatées dans votre fonction ?

P. LR. : Cela a énormément changé. Tout d'abord, en termes de responsabilités, de plus en plus lourdes. Aujourd'hui, si quelqu'un se tord le pied sur la commune, le maire peut être attaqué. Après trois mandats sans assurance, j'ai ainsi fini par en prendre une.



Responsables

Y a-t-il un profil idéal pour exercer la fonction de maire ? Quels conseils donneriez-vous à quiconque souhaiterait s'engager dans la vie politique locale ?

P. LR. : Il faut de la disponibilité, de la compétence et des convictions pour être maire.

Lorsque j'ai démarré en 1983, il y avait beaucoup d'agriculteurs maires. Aujourd'hui, il y a plus de retraités ou de fonctionnaires. Il faut savoir jusqu'où on peut aller quand on a un travail très prenant. Et souvent, les actifs ne prennent plus ces responsabilités-là.

Dans ma commune, le conseil est constitué de neuf actifs. Lorsque l'administration veut rencontrer le maire, il faut pouvoir se libérer. Ce besoin de temps se reflète d'ailleurs à d'autres niveaux de la vie politique comme à l'Assemblée nationale, constituée de nombreux fonctionnaires qui peuvent se mettre en disponibilité.

Finalement, se pose la question de la professionnalisation de la fonction, possible pour des communes d'une certaine taille. Dans le cas des petites communes, où le plafond d'indemnité de maire est fixé à moins de 600 euros, le « métier » de maire n'est pas envisageable. Mais à moyen ou long terme, si les clochers y sont prêts, il y aura peut-être des regroupements.

Aujourd'hui, les mentalités ne sont pas mûres et les politiques ne s'y risquent pas..

« Etre maire, pour moi, c'est avoir la connaissance du terrain et le sens du service. »

Responsables

Aujourd'hui, comment les citoyens vous perçoivent-ils ?

P. LR. : Le maire du village reste un élu respecté.

Les élections municipales dans un village ne sont pas politisées comme celles des communes de plus de 3500 habitants avec leur système de listes. Même si les habitants n'ont pas la même couleur politique, ils peuvent voter pour vous et accepter que vous les représentiez sous votre étiquette aux élections sénatoriales par exemple.



Le syndicalisme, un accès privilégié à la solidarité dans le travail

Olivier Henry a passé la plus grande partie de sa vie professionnelle au CEA où il est entré en 1981. Ingénieur civil des Mines, il a toujours travaillé dans l'informatique. Dès 1984, il s'engage dans le syndicalisme (CFTC) « dans un esprit de service, par contagion », dit-il, « en voyant un type se démenier pour défendre les autres, à une époque où les syndicalistes chrétiens sont peu nombreux ». Avec les années, ses charges syndicales deviennent de plus en plus lourdes, incluant l'administration de mutuelles. Durant les dix dernières années, il est responsable syndical à plein temps sur l'ensemble de la branche nucléaire (AREVA, CEA, IRSN...), tout en restant salarié du CEA, jusqu'à sa retraite en octobre dernier.

Propos recueillis par Solange de Coussemaker

Responsables

Comment voyez-vous le rôle du syndicalisme ?

Olivier Henry : C'est un accès privilégié à l'expérience de la solidarité dans le travail. L'activité syndicale en entreprise a deux aspects. D'abord la forme revendicative : lorsqu'un salarié ne peut se défendre seul face à un patron par définition plus puissant, il a intérêt à entrer dans une action collective, en lien avec le délégué syndical qui joue le rôle de médiateur entre la direction et les salariés qu'il défend. Dans notre société technocratique, dont les gens ont du mal à comprendre le langage, une deuxième forme d'action syndicale, moins souvent mise en avant, se développe : le décryptage de textes pour les rendre accessibles, nous faisant jouer un rôle de traducteur des lois, des informations venant de la direction ou d'organismes extérieurs comme les mutuelles. On « pré-digère » et on met en exergue ce qui est important pour les gens qu'on représente. Cette fonction de service seconde la fonction revendicatrice plus couramment associée au syndicalisme.

Dans notre syndicat, les responsables sont de plus en plus issus d'un statut de cadres, même s'ils défendent tous les salariés, pas seulement les cadres. Nous avons



« Sur les sujets trop complexes, il faut souvent faire appel à la confiance car on ne peut pas toujours tout exposer ni expliquer. »

un lien de « consanguinité » avec la direction ; si nous parvenons à éviter les réactions de castes, en étant capables d'entendre les uns et les autres, nous pouvons jouer notre rôle de traducteurs.

Responsables

Et la situation des cadres aujourd'hui ?

O. H. : Ils ont besoin d'être défendus parce qu'ils sont soumis à une forte pression en vue d'une meilleure productivité. Ils sont toujours en tension entre le devoir de faire passer et d'appliquer les messages de la direction, qu'ils désapprouvent parfois, et ce que leur conscience et leur intérêt voudraient suivre. Chacun se retrouve le « bras armé » de son supérieur qui est dans la même situation vis-à-vis du sien : entre le marteau et l'enclume.

Cadre ou non, le syndicaliste offre un moyen de court-circuiter la voie hiérarchique, évitant les censures entre les échelons. Il prend le message « en bas », le vérifie, le met en forme, l'enrichit d'autres analyses et l'adresse au « bon » niveau, pour lui donner toutes ses chances. Pour que le dirigeant soit au courant des problèmes qu'on lui filtre d'habitude. Dans ce sens le syndicat fluidifie les relations du travail et contribue à mieux faire fonctionner la démocratie sociale. Surtout s'il agit parallèle-

ment à d'autres syndicats qui auraient fait la même démarche...

Pour remplir son rôle de représentant, bien communiquer avec la base est le défi majeur du syndicaliste. La légitimité de cette démocratie représentative repose sur le bon dimensionnement et la bonne formulation des informations. Faute de cet important travail sur la communication, les adhérents répondent à côté d'une question qu'ils n'ont pas comprise. Doit-on alors passer outre leur avis pour leur bien ? Sur les sujets trop complexes, il faut souvent faire appel à la confiance car on ne peut pas toujours tout exposer ni expliquer.



Responsables

Comment lutter contre certaines dérives et critiques qui sont faites au syndicalisme ?

O. H. : Au-delà du cas des syndicalistes ne voyant que leur intérêt personnel, des critiques sont faites contre des revendications sectorielles de professions à fort pouvoir de nuisance (enseignants, salariés des transports...), ce qui peut être assimilé à du corporatisme, à de la démagogie. Cela aboutit à la présentation de revendications qui concernent uniquement les demandeurs, quitte à écraser d'autres salariés ou les clients. De fait, bien des gens ont du mal à passer à l'intérêt général.

Mais le mal peut aussi venir de la loi. Celle de 2008, par exemple, sur la représentativité des syndicats prévoit qu'un syndicat n'ayant pas 10% des voix n'est plus consulté. On mesure la qualité des actions au nombre de voix, on tue ce qui est petit, on écrase les minoritaires. Pour moi, cette loi est grave car elle bloque le pluralisme, pousse au populisme et à la démagogie en privilégiant la chasse aux voix

par rapport à l'expression d'idées saines ; en croyant simplifier le paysage syndical, elle tue la démocratie.

Responsables

Quel rapport entre syndicalisme et politique ? Qu'avez-vous à dire en cette période électorale ?

O. H. : Tout le monde a le droit de comprendre les enjeux des débats qui agitent la société ; il est vrai que ma branche professionnelle, le nucléaire, est un sujet sensible aujourd'hui. Comme syndicat de cette branche, il ne nous appartient pas de nous prononcer sur sa légitimité. D'ailleurs il existe dans le nucléaire des syndicats idéologiquement antinucléaires, tiraillés par la défense de leurs salariés.

On sera plus crédible si on ne mélange pas le politique et le syndical, si on reste bien à la place qui est la nôtre. On n'est pas compétent en tout parce qu'on est syndicaliste ! On est compétent pour donner un avis technique en matière de sécurité ou d'organisation de l'entreprise. On peut s'insurger contre la soustraction suicidaire en matière de sécurité. En revanche, quand il s'agit de choix stratégique en matière énergétique, on ne peut avoir qu'un avis de citoyen ; on ne peut être juge et partie. Les politiques, parfois incompétents sur ces questions très médiatisées, voudraient nous pousser à choisir à leur place. On ne peut que les aider. C'est en ne mélangeant pas les genres que l'on peut redonner des repères aux gens pour leur avenir.

« Les jeunes qui ont peu de frais de santé ont du mal à accepter de payer pour les autres. On peut leur expliquer qu'il s'agit de solidarité avec eux-mêmes, avec ceux qu'ils seront plus tard qu'ils cotisent, ce qui n'a rien d'un sacrifice... »

A propos du film *L'Exercice de l'Etat* Décryptage de la décision politique

Sorti en octobre 2011 et disponible en DVD depuis début mars, le film sur la vie politique *L'Exercice de l'Etat* vient de recevoir le César du meilleur scénario original et le prix des auditeurs de l'émission *Le Masque et la Plume* sur France Inter.

« *Le cinéaste Pierre Schoeller filme le pouvoir et nous fait découvrir un ogre prêt à tout dévorer : amitiés, fidélité, principes moraux... »*

Dans un salon chic, une femme nue se faufile dans la gueule ouverte d'un crocodile. La sonnerie du téléphone interrompt le rêve érotique et angoissant de Bertrand Saint-Jean, ministre des Transports : un car transportant des adolescents a basculé dans un ravin des Ardennes enneigées. Il faut y aller. Dans l'hélicoptère, il prépare ses déclarations avec son attachée de communication. Sur place les secours continuent d'extraire les corps, des survivants sont en état de choc, une mère hurle de douleur. Dans ce chaos, il faut montrer que l'Etat se mobilise. Le ministre est rassuré, il a trouvé les mots qu'on attendait de lui. Saint-Jean repart, la nausée l'assaille. Quelques instants plus tard, lors de la matinale d'une radio nationale, il promet qu'il ne sera pas « le ministre de la privatisation des gares » pendant que son homologue des finances suggère l'inverse sur une radio concurrente. Vitesse, rapports de force, chaos, crise économique... Une urgence chasse l'autre. Le cinéaste Pierre Schoeller filme le pouvoir et nous fait découvrir un ogre prêt à tout dévorer : amitiés, fidélité, principes moraux. Avec lui, on s'interroge : serions-nous aujourd'hui tous dans la situation de Saint-Jean, « dépassés, enivrés, informés et impuissants » ?

Anne-Isabelle Barthélémy



Docteur en sciences de gestion, Laurent Falque est membre de l'équipe de direction de l'Icam de Lille depuis 2008. Co-auteur avec Bernard Bougon du livre *Pratiques de la décision – développer des capacités de discernement*, il propose des parcours de formation et d'accompagnement pour dirigeants et étudiants. Pour nous, il revient sur la manière dont *L'Exercice de l'Etat* jette une lumière crue sur la prise de décision au plus haut niveau de l'Etat.

Propos recueillis par Anne-Isabelle Barthélémy

Responsables

Que nous apprend le film sur le métier des politiques ?

Laurent Falque : Le film est particulièrement révélateur de la part humaine du métier de politique. Nous percevons la manière dont tout l'être du ministre, à la fois corps et esprit, est pris par cette tâche.

Nous sommes témoins des passions et des pulsions qui animent son corps. Nous entrons dans ses rêves, nous le voyons s'énerver, se mettre en colère, embrasser quasiment son chef de cabinet, boire trop un soir entre excès et tristesse. Apparemment sa vie de couple est affectée. Le fait qu'il passe par ces hauts et ces bas le rend pour moi pleinement humain. Il nous tend une sorte de miroir de

l'homme en nous qui ne parvient pas à tout contrôler lui-même. Or nous avons tendance à attendre d'un politique qu'il soit un homme idéal, capable de mesurer, gérer, décider... Mais peut-on demander aux hommes politiques de ne pas être comme nous ?

Responsables

De quelle manière le ministre prend-il ses décisions ?

L. F. : Le ministre est tiraillé entre ses convictions professionnelles, son raisonnement technique, la question de l'efficacité et du jeu des acteurs de la scène politique. Le fait qu'il soit réputé être un homme de convictions est mis à l'épreuve. Il se confronte à une logique plus grande, qui dépasse celle de son ministère des transports, en étant obligé de composer avec les enjeux du ministère des finances. Toute la tension morale est alors dans le pourquoi et le comment de ses arbitrages.

Responsables

Les spectateurs peuvent être choqués par le cynisme apparent du ministre, très soucieux de rester à tout prix dans le jeu politique.

L. F. : Oui mais le film montre bien certaines contraintes. Les événements et la communication rythment l'agenda du ministre. Il doit réagir immédiatement, en allant parfois au-delà de ce qui pourrait arriver ! En réalité la question du sens se pose en permanence. Il doit tout le temps pouvoir justifier de son action. Il doit rendre compte des raisons du pourquoi il fait les choses, mais également du « pour Quoi » c'est-à-dire dévoiler le sens visé. C'est une grande différence avec nous qui n'avons pas à rendre compte de nos décisions de la même façon. Il y a une vraie tension morale sur la question du comment bien agir.

Responsables

Le film donne pourtant l'impression que le ministre ne s'attarde guère sur ses états d'âme.

L. F. : Le film peut donner l'image d'une absurdité de la vie politique en particulier parce que tout est très condensé et qu'il manque des éléments de la

vie courante des personnages de l'état. Pourtant l'attitude du ministre laisse percevoir qu'il se pose aussi la question de la finalité de tout cela. Non pas tellement par conviction personnelle ou par principe éthique. Mais nous le voyons se laisser toucher par la dignité d'un homme particulièrement taiseux qu'il vient d'employer comme chauffeur dans le cadre d'un contrat d'insertion. Par son silence, cet homme atteint l'homme politique qui a lui une aptitude particulière à réussir à s'en sortir quelle que soit la situation grâce à sa capacité verbale.

Responsables

Qu'est-ce que l'éthique en politique ?

L. F. : Il faut savoir ce que nous mettons derrière le mot éthique. En réalité les principes d'éthique peuvent souvent être pris à parti d'un côté ou de l'autre et il est facile d'en jouer. Au nom du courage, je peux décider par exemple de garder quelqu'un ou de le licencier. Pour moi la valeur ultime dans l'éthique est la dignité humaine, portée par la convention des droits de l'homme. La recherche de la dignité peut conduire à des engagements politiques époustouflants, comme ce fut le cas par exemple pour Nelson Mandela qui a passé vingt ans en prison..

Responsables

Que peut apporter la foi chrétienne au sens de la vie politique ?

L. F. : Le chrétien n'a rien de supérieur parce qu'il est chrétien. Mais la foi lui donne une chance supplémentaire, celle de surmonter le poids de la condition humaine par l'expérience du péché et de la grâce. Tout ce qu'il y a à porter peut se vivre autrement quand on croit que l'échec et l'erreur sont des étapes qui peuvent conduire à des résurrections. A un moment le ministre dit à sa femme, « si tu me connaissais vraiment, tu ne m'aimerais pas ». Il fait l'expérience de la désespérance de lui-même. Cela nous incite à nous poser la question : suis-je capable de ne pas me laisser écraser par mes responsabilités et mes échecs ?

« Tout ce qu'il y a à porter peut se vivre autrement quand on croit que l'échec et l'erreur sont des étapes qui peuvent conduire à des résurrections. »

Evidemment Dieu n'a pas de candidat !

François Boëdec, jésuite, dirige le département d'éthique publique du Centre Sèvres-Faculté jésuites à Paris. Observateur attentif du monde catholique et du débat citoyen, il est aussi chapelain de l'Eglise Saint Ignace où se célèbre, chaque dimanche soir « La messe qui prend son temps » fréquentée par de nombreux JP de la région. Il répond aux questions d'Antoine d'Abundo.*



« Il y a un pluralisme du choix chrétien. Le désir de Dieu, c'est l'homme debout. »

Question : Les chrétiens sont appelés à vivre la communion. Comment peuvent-ils être divisés politiquement ?

François Boëdec : La communion veut précisément rassembler des gens qui vivent la diversité et la différence. Elle ne signifie pas uniformité. Dans l'ordre du politique, chacun a droit à sa propre appréciation des enjeux. Il y a un pluralisme du choix chrétien, et je n'imaginerais pas qu'il en soit autrement. Cela n'empêche pas qu'on puisse partager une même transcendance et désirer accueillir le projet de Dieu pour l'humanité.

Question : Dans la réalité, les positions politiques provoquent parfois des divisions fortes...

F. B. : Il peut arriver que la préférence partisane prenne le pas sur la dimension chrétienne. Voilà pourquoi nous devons nous interroger, sans cesse, pour savoir si nos choix citoyens sont réellement éclairés par l'Évangile. Comment est-ce que je justifie mon vote ? Est-il relié à ma foi chrétienne ? Mes valeurs sont-elles réellement référées à une vie avec le Christ ? Est-ce que j'en parle avec d'autres ? Ces questions sont essentielles. L'Église est le lieu où, dans la charité et l'exigence, avec l'aide de l'Esprit, des gens différemment situés parviennent à se parler et à réfléchir ensemble au monde que nous voulons.

Question : Si l'on veut être fidèle à l'enseignement de l'Eglise, pour qui voter ?

F. B. : Voilà bien longtemps que l'Église, du moins en France, se garde de donner des consignes de vote. Les chrétiens, les premiers, n'apprécieraient pas qu'on leur dise pour qui voter. Mais si l'Église n'a pas de modèle politique à proprement parler, elle a des convictions en ce domaine. Son premier souci est d'encourager des consciences vives. J'aime ce que dit le concile Vatican II à ce sujet : « La conscience est le centre le plus secret de l'homme, le sanctuaire où il est seul avec Dieu et où sa voix se fait entendre » (L'Église dans le monde de ce temps, 16).

Or une conscience doit être éclairée. C'est ce qu'essaie de faire l'Église en mettant à disposition des croyants les grands textes de sa tradition et de son enseignement social, en interpellant les communautés, en les invitant à réfléchir. Cette importance que donne l'Église à la conscience renvoie à la responsabilité de chacun. Evidemment Dieu n'a pas de candidat. Le désir de Dieu, c'est l'homme debout. Toute la question est de savoir si nous allons, aidés du discernement de l'Église et de celui qu'opère notre conscience, vers le projet de Dieu. Croire que Dieu a un projet tout ficelé qu'il nous dirait par son Église n'est plus concevable aujourd'hui.

* Extrait d'une interview recueillie par Antoine d'Abundo. Avec l'amicale autorisation de « Pèlerin » du 19 janvier 2012 (Dossier « Pour qui votent les catholiques ? ») et de François Boëdec.

Question : Si l'Eglise ne donne pas de consigne, comment aide-t-elle le citoyen à faire le bon choix ?

F. B. : Elle donne des repères. Elle insiste notamment sur le primat de la dignité de la personne humaine, le respect des conditions de vie, du début à la fin, l'attention particulière donnée aux pauvres, aux faibles, aux opprimés, vivantes images du Christ. Elle rappelle que le pouvoir est un service et non une domination. Elle invite au respect de l'adversaire qui lui aussi a sa part de vérité. Elle engage à dépasser un nationalisme frileux et dénonce un racisme dévastateur, en s'ouvrant à l'universel et en invitant au partage. Sans naïveté et consciente des difficultés... Les questions qui touchent à la justice sociale, au scandale du chômage, à l'écologie méritent d'être travaillées plus en profondeur par les chrétiens. La doctrine sociale doit être mieux connue et diffusée. Elle doit intégrer les enjeux nouveaux. Des groupes de réflexion existent, des réseaux d'action s'organisent, mais il reste beaucoup à faire pour combler les retards (...).

« Le chrétien est celui qui met un nom sur tout cela, qui repère la source de ce Bien : Dieu qui nous aime. »



Question : En quoi les valeurs évangéliques sont-elles encore adaptées aux bouleversements que le monde doit affronter ?

F. B. : Le message du Christ touche l'humanité de l'homme et du monde. A ce titre, il transcende les époques et les enjeux nouveaux. Je crois que la proposition chrétienne apporte quelque chose dont notre monde a profondément besoin : le souci de la personne. Ce trésor de la tradition chrétienne est toujours d'actualité. Il se décline de plusieurs manières : le silence et l'intériorité plus forts que la cacophonie du monde, le désir de fidélité plus fort que le désir de tout essayer, la liberté de conscience plus forte que l'embrigadement, la solidarité plus forte que la solitude, le temps de la parole plus fort que l'indifférence, le pardon et le respect de la vie plus forts que la haine et la mort... Tout cela fait respirer l'homme, et l'homme a besoin de respirer. Le chrétien est celui qui met un nom sur tout cela, qui repère la source de ce Bien : Dieu qui nous aime et qui nous aide à vivre. Et son Esprit est présent dans le monde même si celui-ci semble l'ignorer.

Fotolia.com

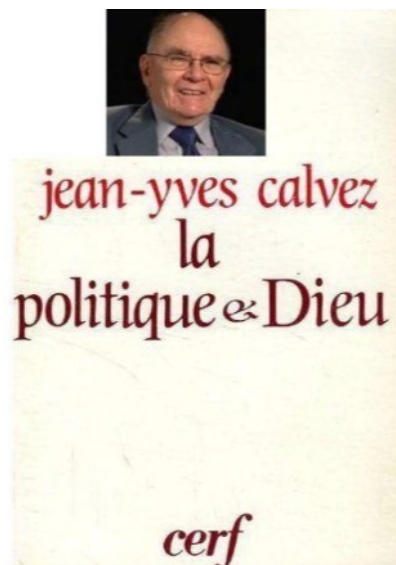
Choix politique, terrain d'élection pour le discernement et la prière

Le Père Jean-Yves Calvez, (1927 – 2010) jésuite, ancien Assistant général de la Compagnie de Jésus, m'a confié un jour que dans toute son œuvre écrite, sa préférence allait à ce livre dont sont tirées les pages reproduites ici. Dans cet ouvrage, il entendait faire comprendre que l'on ne peut détacher le politique de la référence à une Transcendance. Sans pour autant tomber dans une théocratie. L'existence politique où s'engage la rencontre des « libertés » qui constitue toute société est tissée de choix : choix de positionnements diplomatiques à l'échelle nationale, régionale ou mondiale, décisions de tous ordres touchant à l'organisation et à la vie sociale, élections de représentants, etc. Pour tout un chacun, donner corps à son existence politique suppose de prendre position, de manifester ses préférences, de choisir enfin...

Le Père J-Y Calvez, grand promoteur de la Pensée sociale de l'Eglise, souligne que cet exercice de la liberté appelle chaque chrétien à intégrer cette composante de sa vie dans sa vie spirituelle. Comme il s'agit de choix, la pratique du discernement ignacien s'impose.

Bernard Bougon s.j.

« *Tout choix peut, et en somme doit, devenir rien moins que recherche de la volonté de Dieu.* »



En politique, l'activité de choix est partout

Le champ des choix en politique déborde très largement le cas des dilemmes dramatiques entre obéissance et désobéissance ou résistance. En fait, une fois établie une autorité pour la mise en œuvre du bien commun, nous gardons notre mot à dire de bien des manières. Dans des procédures de consultation ou de délibération. D'autre part, nous vivons le plus souvent dans des régimes où nous participons au choix des titulaires de l'autorité politique. L'intervention directe des citoyens est requise aussi pour des décisions importantes au moyen de référendums. Elle l'est presque toujours, également, pour la détermination

constitutionnelle du cadre de l'existence politique au sein duquel fonctionnera l'autorité. L'existence politique consiste ainsi pour une très large part dans l'activité même de choisir.

On le comprend aisément d'ailleurs, si l'on revient au point de départ de nos considérations sur l'existence politique : tout part de la liberté — des libertés d'abord affrontées puis se reconnaissant entre elles. Les libertés sont ainsi amenées et obligées à des dépassements d'elles-mêmes (reconnaissance mutuelle, soumission au bien commun, obéissance...), mais toujours en vue de la liberté. Elles ne s'aliènent donc pas : dans les cadres qu'elles se sont données, elles redeviennent actives, inventives, à la recherche de leur plus grande réalisation. Elles demeurent occupées à l'œuvre de choix et de délibération.

Comme la visée de la liberté ne peut pas ne pas avoir un caractère d'absolu, toute l'œuvre de choix est susceptible de référence religieuse, plus ou moins expresse. Tout choix peut, et en somme doit, devenir rien moins que recherche de la volonté de Dieu. Volonté de Dieu fût-ce sur l'instant le plus concret, et à propos des réalités apparemment les plus contingentes.

Apport du discernement spirituel

Le discernement spirituel se donne explicitement pour tâche la rencontre de la volonté de Dieu dans les choix concrets que l'homme a à faire : des plus importants touchant sa vocation et les plus grandes occasions de la vie, jusqu'aux plus quotidiens, presque toujours associés d'ailleurs à la vie sociale ou aux relations avec autrui. Il est parfaitement sensé en conséquence d'appliquer aux choix politiques les démarches et critères caractéristiques du discernement spirituel. On n'en abuse aucunement par là ; il s'adapte, au contraire, très exactement à des choix de ce genre.

En présence des passions qui agitent souvent la vie politique, on découvre aisément, d'abord, l'importance de l'attitude de détachement fondamental que le discernement spirituel fait cultiver comme un préalable essentiel à tout choix.

Ignace de Loyola, maître remarquable de discernement, caractérisait ainsi cette attitude, nous invitant à la cultiver patiemment en nous : « Ne vouloir pas, quant à nous, santé plus que maladie, richesse plus que pauvreté, honneur plus que déshonneur, vie longue plus que vie courte, et ainsi de tout le reste », et « désirer et choisir uniquement ce qui conduit davantage à la fin pour laquelle nous sommes créés (*Exercices spirituels* n° 23) ».

Il ne s'agit pas, bien évidemment, de se mettre dans un état d'indifférence psychologique artificiel, sans aucun terme de référence. Il s'agit plutôt de tout relativiser dans la perspective de la « fin » qui seule compte — finalement Dieu, qui nous appelle à partager sa propre vie.

Parlant de choix politiques concrets, ce n'est pas seulement par rapport aux diverses branches des alternatives qui se proposent que je dois me mettre dans l'indifférence, mais beaucoup plus radicalement, par rapport aux diverses perspectives qui sont susceptibles de m'affecter directement : l'honneur, le déshonneur ; la santé, la maladie ; la vie courte, la vie longue ; la richesse, la pauvreté... La raison en est que l'exercice n'est nullement intellectuel seulement, mais existentiel. Il ne s'agit pas tellement de bien situer, objectivement, les termes du choix ou les branches de l'alternative. Il s'agit surtout de mettre le *sujet* en condition de libre élection, sans l'obstacle des préférences spontanées et des passions.

Démarches chrétiennes de discernement

Dans la tradition chrétienne, le processus du discernement passe ensuite par une constante allée et venue entre la considération du choix à effectuer et la contemplation priante de la vie de Jésus, en *qui* s'est réalisée totalement l'identification à la *volonté* de Dieu. Cette contemplation mène à une *conformation* aux attitudes fondamentales de Jésus le *Christ*. Rendu intérieurement conforme, ou *toujours* plus conforme à ces attitudes, on peut espérer faire un choix ou une « élection » qui soit, autant qu'il est humainement possible, le choix de la *volonté* de Dieu.



Dans l'approche du choix, d'autre part, la pratique chrétienne du discernement suppose qu'on prenne toute la distance requise pour ne pas retomber sous

l'influence des attachements spontanés. Une recommandation, par exemple, est de se mettre dans l'attitude de qui doit donner un conseil à autrui plutôt que décider pour soi-même. Une autre est de se représenter autant que l'on peut ce qu'au moment de sa mort on aimerait avoir décidé.

Le plus important cependant est d'apprécier les diverses solutions possibles selon le critère du rapprochement ou de l'éloignement de Dieu qu'elles provoquent dans notre affectivité déjà purifiée : accroissement ou diminution de foi, d'espérance et de charité, donc d'amour désintéressé de Dieu. Cela est en vérité applicable non pas certes à des choix en matière insignifiante, mais à tout choix assez important pour que nous estimions devoir le situer au niveau de notre personnalité totale et de notre destinée ou de notre liberté profonde. Bien des choix politiques sont de ce type parce qu'ils concernent la relation des libertés humaines entre elles, donc la plus cruciale des rencontres en deçà de la rencontre avec l'Autre absolu. Et puisque l'activité de choix occupe tant de place dans l'existence politique, on découvre ici l'une des dimensions les plus amples d'intégration possible de l'existence politique à la démarche religieuse.

Jean-Yves Calvez, *La politique et Dieu*, Cerf, 1985, pp. 71-75

« Le plus important cependant est d'apprécier les diverses solutions possibles selon le critère du rapprochement ou de l'éloignement de Dieu qu'elles provoquent. »

Éclairer notre choix dans cette période électorale pour un avenir commun

Toute autorité est un don reçu. Pilate lui-même tient son pouvoir de l'empereur. Un don reçu par qui ? Pour qui ? Françoise Alexandre, xavière, qui accompagne les JP ainsi qu'une équipe de Marseille, nous propose cette soirée pour éclairer notre choix, en vue d'un meilleur bien pour tous.

1^e temps

Lire, dans l'évangile de Jean (19, 1-19), le récit des hésitations de Pilate quant au sort à réserver à Jésus : « C'est à moi que tu refuses de parler ? Ne sais-tu pas que j'ai le pouvoir de te relâcher comme de te faire crucifier ? »

Prendre un petit temps de silence pour se laisser toucher par le texte. Echange bref : comment est vécu le pouvoir politique ? Regarder avec attention ce que disent les autorités juives, Pilate, Jésus ainsi que les attitudes des uns et des autres. « Tu n'aurais aucun pouvoir sur moi, si tu ne l'avais reçu d'en haut... ». Quel éclairage sur ma vie et sur les événements dont nous sommes témoins ?

2^e temps

Quelles sont mes réticences à m'engager en politique ? Pour quelles raisons ? Si j'ai déjà fait des choix dans mon entreprise, dans la vie locale ou associative, qu'est-ce que je tire de ces engagements pour vivre demain ?

En fin de réunion, se dire rapidement, les moyens que nous prenons pour maintenir cette vigilance, approfondir telle question, individuellement et (ou) en équipe. Se quitter en ayant pris chacun une petite décision...

Françoise Alexandre, xavière

Sur l'importance de l'engagement politique...pour le bien commun, consulter [l'encyclique](#) « L'amour dans la Vérité », Benoît XVI, §7.

3^e temps

Entrer en vigilance pour un choix... en lisant un texte...

Le texte de la Conférence des évêques de France (novembre 2011) [Elections : un vote pour quelle société ?](#) propose des éléments de discernement sur plusieurs enjeux : vie naissante, famille, éducation, jeunesse, banlieues et cités, environnement, économie et justice, coopération internationale, handicap, fin de vie, patrimoine et culture, Europe, laïcité et vie en société..

Chaque équipier choisit deux points qui sont pour lui une priorité en vue d'un avenir commun, exposant les raisons de son choix et un point auquel il n'aurait pas pensé spontanément, en quoi cela le déplace ou l'interpelle (Il est possible de choisir un autre texte, beaucoup de groupes ayant rédigé des textes pour interpeller les politiques).



Le prochain n°415—juin 2012 de **Responsables** a pour thème celui de la session nationale des aumôniers et accompagnateurs d'équipe :

« **Quelle énergie pour demain? Inventer un avenir commun** »